

REPUBLIQUE FRANCAISE



BAS-RHIN

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 23 juillet 2020

sous la présidence du Maire, **M. Jean-Louis HOERLE**

Nombre des membres élus : 33 Conseillers en fonctions : 33

Conseillers présents : 27 Conseillers absents : 6

dont 6 excusés

6 membres ont voté par procuration.

8) POINT DE L'ORDRE DU JOUR :

**CONSTITUTION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS
(CCID)**

Rapporteur : Monsieur Le Maire, Jean-Louis HOERLE

ADOpte A L'UNANIMITE

Certifié exécutoire par
le Maire compte tenu de
la réception en Sous-Préfecture
le 28/07/2020
et de la publication / notification
le 28/07/2020
Le Maire,



POUR EXTRAIT CONFORME
BISCHHEIM LE 24 juillet 2020
LE MAIRE
JEAN-LOUIS HOERLE

RAPPORT AU CONSEIL MUNICIPAL

8. CONSTITUTION DE LA COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS (CCID)

En vertu de l'article 1650 du Code général des impôts, il doit être dans chaque commune, institué une commission communale des impôts directs.

Les membres de cette commission sont désignés par le directeur des services fiscaux, cependant il appartient au conseil municipal de proposer une liste des contribuables répondant aux conditions exigées par le Code général des impôts.

Les membres de cette commission doivent être de nationalité française, jouir de leurs droits civils, être inscrits aux rôles des impôts directs locaux dans la commune, être familiarisés avec les circonstances locales et posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission.

Un commissaire titulaire et un commissaire suppléant doivent obligatoirement être domiciliés en dehors de la commune.

La CCID intervient surtout en matière de fiscalité directe locale, elle a pour missions de :

- dresser, avec le représentant de l'administration, la liste des locaux de référence pour déterminer la valeur locative des biens affectés à l'habitation ou servant à l'exercice d'une activité salariée à domicile, détermine leur surface pondérée et établit les tarifs d'évaluation correspondants ([article 1503](#) du code général des impôts (CGI)) ;
- participer à l'évaluation des propriétés bâties ([article 1505 du CGI](#)) ;
- participer à l'élaboration des tarifs d'évaluation des propriétés non bâties ([article 1510 du CGI](#)) ;
- formuler des avis sur des réclamations portant sur une question de fait relative à la taxe d'habitation et la taxe d'enlèvement des ordures ménagères ([article R*198-3 du livre des procédures fiscales](#)).

Son rôle est consultatif. En cas de désaccord entre l'administration et la commission ou lorsque celle-ci refuse de prêter son concours, les évaluations sont arrêtées par l'administration fiscale.

La CCID doit être constituée dans les 2 mois qui suivent le renouvellement du Conseil Municipal. Pour les communes de plus 2000 habitants, elle est composée par le Maire ou d'adjoint délégué, président et 8 commissaires titulaires et 8 commissaires suppléants.

Il est proposé au conseil municipal de dresser une liste comportant suffisamment de noms afin que le directeur des services fiscaux puisse désigner les commissaires et les suppléants (en nombre égal à celui des commissaires), en nombre double, à savoir 16 titulaires et 16 suppléants.

Vu l'article 1650 du Code Général des Impôts ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

décide

de renoncer au scrutin secret

propose

32 contribuables selon la liste détaillée en annexe 1, parmi lesquels le Directeur des services fiscaux désignera les 16 commissaires (8 titulaires et 8 suppléants), en vue de la composition de la commission communale des impôts directs.